

**Paradoxe ?** Le rejet de l'austérité est majoritaire, mais reste à transformer ce refus populaire en **espoir** et en action. Les bouts divisés du syndicalisme doivent rassembler leurs efforts pour faire barrage à cette austérité, et imposer une politique favorable au peuple. Avec les organisations combattant le libéralisme et le FN-UMP, un cadre de mobilisation doit être créé. Le 5 mai peut être une étape. Bien d'autres, menant à un nouveau Front populaire, sont indispensables. C'est la seule antidote à la résignation et à la peur. Tel est notre parti pris de l'avenir.

# 5 millions de chômeurs c'est 5 millions de raisons de changer de politique

Le 1<sup>er</sup> Mai tout le monde était bien d'accord : l'austérité, c'est non. Il nous faut transformer ce refus majoritaire en force majoritaire, dans l'action. Rien n'est joué. Rien n'est écrit par avance, le FN-UMP n'a pas conquis le pouvoir. Tout est possible, à la condition que nous nous occupions de nos affaires !

Car Hollande ne s'occupe que des affaires des patrons !

## Hollande amnistie les patrons, pas les syndicalistes et les salariés en lutte !

Le chômage atteint un record, selon l'INSEE : 5,3 millions de chômeurs. Qu'importe à Hollande : le président reçoit les siens, 300 patrons triés sur le volet en son beau palais de l'Élysée, la veille de la fête du Travail. Pourquoi ? **Flatter l'entrepreneur, oublier le chômeur.** Il distribue de l'argent à ces patrons qui avaient hurlé contre des taxes visant la transmission de leurs capitaux. Les vautours s'étaient déguisés en pigeons, jouant les Calimero. Quelques mois après, Hollande les amnistie et leur distribue des fonds publics, quelque 200 millions après les 20 milliards de crédit d'impôts, dont l'emploi ne verra pas un seul kopek.

Et ce quelques jours après avoir ordonné aux parlementaires de sa majorité de ne pas voter une loi d'amnistie, plus symbolique qu'efficace par ailleurs, concernant des salariés et des syndicalistes inculpés ou condamnés pour avoir lutté. D'autant plus scandaleux que tout le monde a vu la douceur avec laquelle ont été traités les activistes d'extrême droite, fauteurs d'agressions et de violences dans les cortèges homophobes.

La messe est dite, Hollande est l'autre pays de l'austérité. Et nom de quoi, cette austérité ? Au nom du service de la dette.

## La dette, une affaire Cahuzac grandeur XXL

La dette est un mensonge qui relègue Cahuzac au rang d'amateur en escroquerie. Elle justifie l'écrasement des dépenses publiques, des salaires, de la protection sociale. Nous devrions lâcher nos emplois, culpabilisés de coûter trop cher, lâcher notre Sécurité sociale parce que c'est ça qui plomberait la sacro-sainte compétitivité.

### Pourquoi ce mensonge ?

**La dette provient d'une raison majeure :** l'Etat n'emprunte pour ses dépenses qu'aux marchés financiers privés. Les banques privées lui prêtent à des taux déterminés par les agences de notation au service... des banques. Si un gouvernement écrase bien les salaires, obtient un gros volume de chômage, donc parvient à baisser la masse salariale (ils appellent ça « réforme »), alors il a droit à un taux d'emprunt de complaisance. Et Hollande se vante d'emprunter à des taux négatifs. Au prix de la facture de l'austérité qui nous est présentée...

## **La dette publique que nous devrions rembourser est un tonneau percé !**

**Pour une première raison :** elle est devenue un objet de spéculation. Les mêmes banques qui prêtent ont créé parallèlement un marché spéculatif sur la dette de Etats, qu'ils appellent « souveraine ». On voit par exemple ce spectacle hallucinant de la Banque de France spéculant sur la dette grecque. Elle en a tiré 1,3 milliard dans ces comptes 2012, alors qu'elle devrait être au service des citoyens.

**L'autre raison,** c'est que le remboursement de la dette entraîne un cercle vicieux : plus l'austérité est lourde, plus l'activité économique, le pouvoir d'achat et l'emploi reculent, plus la richesse créée est en baisse... plus la dette s'accroît ! Et plus de nouvelles mesures d'austérité sont prises, qui vont renforcer le coulage. C'est ça qui nous a conduit à la récession. Et cette politique est orchestrée par l'Union européenne, à laquelle Hollande s'est soumis, dès les premières heures de sa présidence.

**La troisième raison** est apparue publiquement à l'occasion de l'affaire Cahuzac. L'évasion fiscale est le sport national des patrons. Le flot ininterrompu de capitaux passe par l'autoroute des paradis fiscaux. Non seulement aucune mesure n'est prise pour imposer aux patrons le respect du juste paiement de l'impôt, mais en plus le nombre d'exonérations d'impôts et de cotisations sociales dont ils bénéficient alourdissent les déficits publics, qui nous sont présentés comme la raison absolue de l'austérité !

**Et nous devrions accepter d'être emprisonnés, pour des années, par cette escroquerie de la dette ?**

### **Nos revendications sont désormais liées à un changement de politique !**

- Si nous voulons obtenir le simple rattrapage des salaires sur la hausse réelle des prix, il nous faut faire grève. Là où il n'y a ni action ni syndicat, c'est zéro pour l'année ou pire, une régression annoncée. Parce que gouvernement et patronat ont condamné les salaires à baisser. Telle est la fonction de la loi sur la flexibilité.
- Si nous voulons défendre l'emploi, les négociations tolérées portent exclusivement sur un traitement un peu plus civilisé des licenciements.
- Et quand nous abordons la conférence sociale des 20 et 21 juin, c'est pour envisager une défense d'un système social que le pouvoir et le Medef s'appêtent à sacrifier à nom de la compétitivité.
- Renoncer à l'objectif d'une autre politique alternative à l'austérité, ce serait nous réduire à l'impuissance face à cette formation d'extrême droite nommée « FN » qui s'autoproclame représentante du peuple, et qui a réussi une OPA idéologique sur l'UMP.

### **Quelle autre politique ?**

**Mesures d'urgence ?** Stopper l'hémorragie des licenciements par une loi protégeant le contrat de travail, comme celle qui le garantit en cas d'arrêt maladie. Transformer les contrats précaires en CDI. Ouvrir les entreprises aux jeunes par une diminution du temps de travail. Une loi Florange-M Real qui protège les sites industriels et leurs emplois contre la braderie en cours. Une augmentation des salaires pour relancer une activité économique nationale basée sur la consommation intérieure.

**Mesures de fond ?** Dénoncer la dette comme illégitime, soumettre les banques spéculatrices et usurières, les transformer en convoyeurs de fonds sans contrepartie vers les dépenses publiques. Le pôle public financier doit redevenir dominant. Création d'un pôle industriel public, tourné vers les nombreux besoins non satisfaits (logements, équipements collectifs, santé...). Doter les services publics de moyens pour capter les capitaux spéculatifs en cours permanent d'évasion ou déjà réfugiés dans les paradis fiscaux. Annuler les exonérations fiscales accordées au Medef. Appliquer la Constitution : chacun a le devoir de travailler et le droit à un emploi, dans le cadre d'une protection sociale globale.

**Une autre politique pour une république sociale : c'est ça ou la réaction, comme du temps du Front populaire. On le sait bien, tous ! Alors, si vraiment « on lâche rien », retroussons nos manches.**